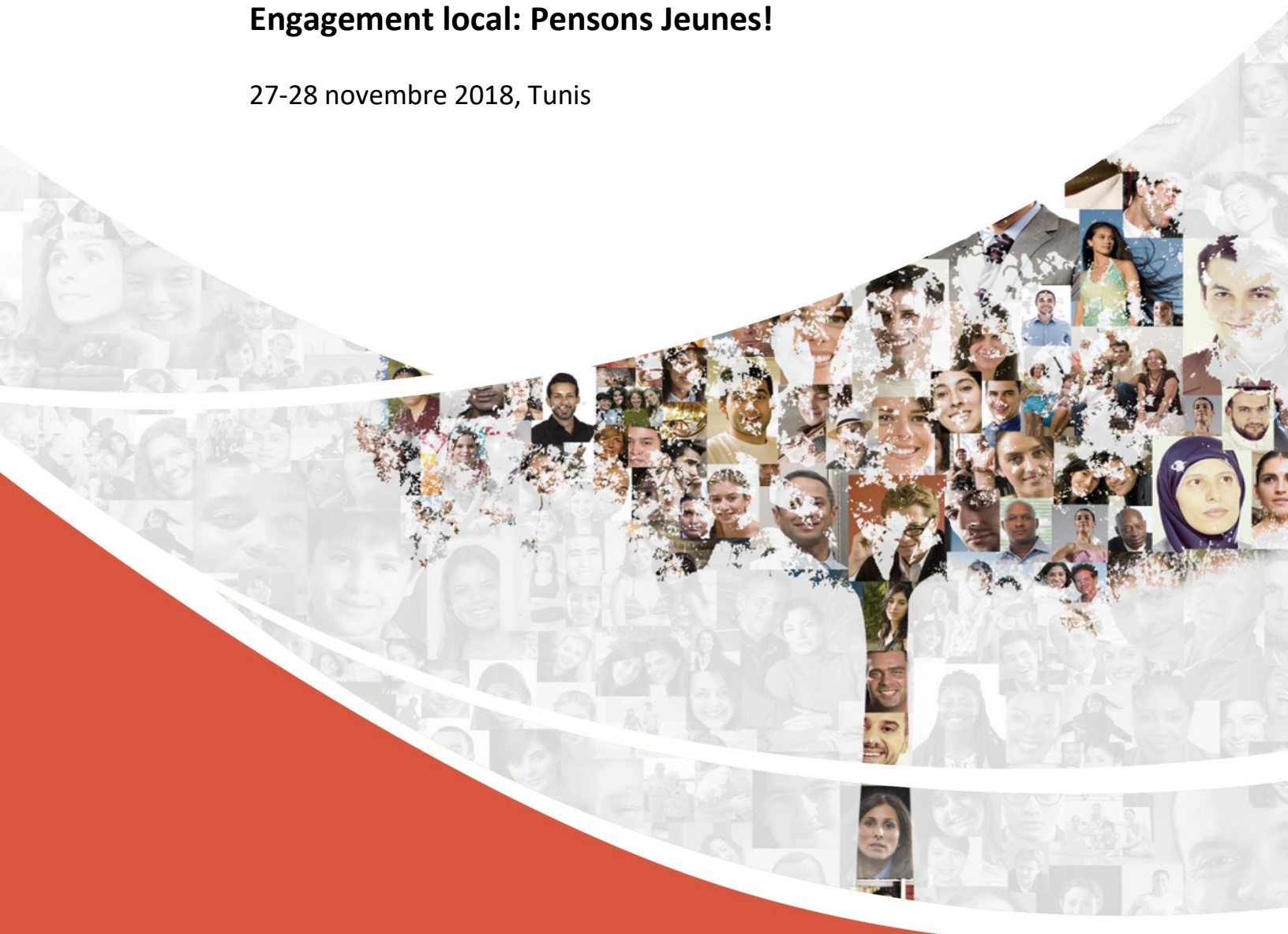




CONCLUSIONS DE TUNIS

**Conférence Régionale
Engagement local: Pensons Jeunes!**

27-28 novembre 2018, Tunis



OBJECTIFS DE LA CONFÉRENCE

Cette deuxième conférence régionale avait pour but de poursuivre l'échange autour des bonnes pratiques et mécanismes clés permettant aux politiques publiques et aux services destinés à la jeunesse de répondre réellement aux besoins des jeunes hommes et femmes de la région Moyen Orient Afrique du Nord (MENA). Sous l'égide de la Présidence du Gouvernement et du Ministère des affaires de la Jeunesse et du Sport tunisien, cette conférence a réuni des jeunes hommes et femmes, des hauts responsables des ministères de la Jeunesse et d'autres ministères travaillant sur la question de la jeunesse, ainsi que des associations de la jeunesse et autres organismes non-gouvernementaux représentant la jeunesse des pays de la région MENA ainsi que des pays membres de l'OCDE.

Sur la base des conclusions de la Conférence régionale de Rabat au Maroc en 2017, cette conférence a permis de consolider l'échange de bonnes pratiques et d'expériences afin d'encourager la jeunesse MENA à jouer un plus grand rôle dans l'élaboration des politiques publiques, particulièrement au niveau local. Ce fut également l'occasion d'aborder les différentes façons de tirer profit des outils de Gouvernement Ouvert afin de faciliter et encourager la participation des jeunes.

PARTICIPATION

La conférence fut ouverte par des hauts représentants des pays impliqués dans le projet ainsi que par le Secrétariat de l'OCDE :

- Mme Sonia Ben Cheikh, Ministre des affaires de la Jeunesse et du Sport, Tunisie
- M. Abdelkaddou Saadouï, Secrétaire d'État à la Jeunesse, Tunisie
- M. Chokri Terzi, Conseiller du Chef du Gouvernement, chargé de la jeunesse, Tunisie
- M. Thabet Al Nabulsi, Secrétaire Général du ministère de la Jeunesse, Jordanie
- Mme Carol Mcqueen, Ambassadeur du Canada en Tunisie
- Mme Irène Hors, Directeur adjoint de la Direction de la Gouvernance Publique, OCDE

CONCLUSIONS

Les discussions ont démontré une forte volonté d'encourager les jeunes à être plus actifs dans la vie publique. Les participants à la conférence régionale sur l'engagement de la jeunesse au niveau local les 27-28 novembre 2018 :

- Rappellent que **l'instabilité régionale, la lenteur de la croissance économique et des réformes politiques, l'augmentation du niveau de la dette publique, le fort taux de chômage et les faibles taux de confiance envers le gouvernement** continuent de constituer des obstacles majeurs pour l'ensemble de la région MENA, et doivent être traités dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD) et guidés par des principes de coopération et de collaboration dans la région dans son ensemble.
- Soulignent que les jeunes hommes et femmes sont particulièrement touchés par ces obstacles. La région MENA a **le taux de chômage des jeunes** le plus élevé comparé aux autres régions du monde, surpassant 27% en moyenne (15-24 ans). Les jeunes hommes et femmes de la région ont souvent exprimé **un niveau de confiance envers le gouvernement plus faible** que leurs parents et la majorité des jeunes adultes se sont largement **désengagés des processus de participation politique formels**. Les changements fréquents de gouvernements et les obstacles complexes entravant la mise en œuvre de réformes structurelles importantes ont contribué au désengagement des jeunes citoyens et à l'affaiblissement des niveaux de confiance.
- Insistent sur le fait que **l'implication des jeunes hommes et femmes dans la vie publique** constitue **une force positive de changement** et un élément essentiel à la construction de sociétés et d'économies résilientes. À cet égard, les participants ont souligné l'importance de la Résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies 2250 (2015) sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité, soutenue par la Jordanie, et qui le rôle positif des jeunes dans le maintien et la promotion de la paix et de la sécurité au niveau international.
- Reconnaissent que les réformes majeures en cours pour répondre adéquatement aux besoins des jeunes et renforcer leur participation doivent être poursuivies et efficacement mises en œuvre dans la région, avec une attention particulière pour l'inclusion **des groupes de jeunes les plus vulnérables**, tels que les jeunes sans emplois ou qui ne suivent pas de formation professionnelle ou universitaire, les femmes des zones rurales, les jeunes en situation d'handicap ou ayant des problèmes de santé mentale.

Concernant le développement et la mise en application des politiques nationales pour la jeunesse, les participants:

- Soulignent l'importance d'adopter **une politique de la jeunesse transversale** (incluant différents domaines tels que l'emploi, l'éducation, la santé, le logement, la mobilité, la justice et les sports),

apportant un cadre permettant aux acteurs de la jeunesse au sein du gouvernement et de la société civile de soutenir conjointement plusieurs priorités stratégiques pour les jeunes et de fournir une prestation de services publics de façon cohérente.

- Notent que, au vu de la nature transversale des politiques de la jeunesse, **une coordination horizontale et verticale à tous les niveaux** – dont les ministères, les agences publiques et privées, les organisations de la jeunesse et les organisations de la société civile mais aussi les écoles, les universités et les autorités publiques locales – est essentielle. **Des moyens humains et financiers appropriés** doivent être alloués aux autorités publiques en charge du développement, de la mise en œuvre et de l'évaluation des programmes et services pour la jeunesse.
- Reconnaissent l'importance **d'intégrer une « perspective jeune »** au sein de la loi, des politiques et des programmes afin d'évaluer correctement les conséquences de toute action envisagée par le gouvernement sur les jeunes.
- Signalent **qu'une base juridique solide protégeant les jeunes et encourageant leur développement** est nécessaire afin de mobiliser les capacités nécessaires et garantir la responsabilisation du gouvernement.
- Relèvent que ces efforts conjoints visent à encourager l'engagement des jeunes, à leur offrir des opportunités et des moyens pour mieux **participer à la vie publique**, à répondre aux différents risques d'exclusion et de radicalisation auxquels ils font face et à **élaborer des politiques publiques permettant de mieux répondre aux véritables besoins** et demandes des jeunes dans toute leur diversité.

Concernant la participation des jeunes au niveau local et la mise à profit des outils de gouvernement ouvert, les participants :


- Saluent **les réformes de décentralisation** en cours dans la région et reconnaissent qu'elles offrent de nouvelles opportunités pour une meilleure interaction entre les jeunes et les représentants de l'administration publique, une participation plus efficace des jeunes dans la prise de décision publiques et la capacité d'observer l'impact direct que peut avoir leur engagement.
- Soulignent l'importance de renforcer **la coordination interinstitutionnelle entre les niveaux et acteurs centraux et locaux** afin de garantir une mise en œuvre efficace des politiques de la jeunesse. Au niveau local, la coordination entre les différents acteurs gouvernementaux, de la société civile et du secteur privé est particulièrement essentielle à la bonne distribution et utilisation des ressources destinées aux initiatives locales pour la jeunesse, telles que les maisons de la jeunesse, les conseils de la jeunesse, les écoles et les installations sportives.
- Encouragent **le recours et le renforcement du réseau déjà existant de conseils, maisons et associations de la jeunesse, ainsi que des organisations de la société civile et du secteur privé** au niveau local. Ils encouragent le recours aux différentes formes d'engagement des jeunes dans

la vie publique dans toute leur diversité, allant des moyens formels d'implication des jeunes dans la prise de décisions politiques à des activités socio-culturelles et des espaces d'échange et d'apprentissage visant à faciliter l'intégration sociale.

- Reconnaissent l'utilité **des initiatives pour un gouvernement ouvert dans la région MENA**, tels que les lois d'accès à l'information, les consultations citoyennes ou les budgets participatifs, pour renforcer la compréhension de l'action publique par les jeunes et leur participation dans la prise de décision publique ainsi que pour améliorer la prestation de services publics. L'utilisation accrue des outils de gouvernement ouvert, particulièrement au niveau local, est donc instrumentale afin d'améliorer les relations entre l'administration publique et les citoyens.
- Considèrent que dans un contexte culturel en pleine évolution où l'émergence de **nouvelles technologies** permet de nouvelles formes de collaboration, les gouvernements et les autorités publiques ont le devoir de repenser et d'adapter leurs moyens de communication à travers une plus grande utilisation des plateformes digitales et des réseaux sociaux qui, en complément des interactions face à face, permettent de garantir un meilleur accès au gouvernement et une plus grande responsabilisation vis-à-vis des jeunes.

En vue **des actions futures**, les participants :

- Saluent le **Sondage OCDE-MENA pour la gouvernance et la jeunesse** ainsi que la présentation des résultats clés de ce-dernier à l'occasion de la conférence régionale, relevant les tendances communes en matière de gouvernance des politiques de la jeunesse et de l'engagement des jeunes au sein de la région, les bonnes pratiques des pays de l'OCDE et des recommandations stratégiques.
- Encouragent la préparation d'un **Examen MENA de la gouvernance et de la jeunesse** sur la base des résultats du sondage et des missions exploratoires, ainsi que sa présentation à l'occasion de la conférence régionale annuelle pour la jeunesse en Jordanie en 2019.
- Encouragent le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance à explorer des opportunités pour renforcer la base de connaissance concernant les **mécanismes permettant de limiter les discours racistes, de haine et discriminatoires** dans l'espace public et plus particulièrement sur les réseaux sociaux.
- Encouragent le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance à procéder à une analyse **des réponses de bonne gouvernance favorisant l'inclusion des jeunes réfugiés et migrants**, permettant de fournir un accès aux services publics de base, et de lutter contre la violence, l'exploitation et le harcèlement des réfugiés et migrants afin qu'ils puissent devenir des acteurs positifs et des membres productifs de la société.

- Encouragent les pays de la région MENA à uniformiser **les engagements spécifiques à la jeunesse dans les stratégies pour un Gouvernement Ouvert et plans d'actions**. Les participants ont également salué le fait que la discussion sur les approches de communication adaptées et sur l'utilisation des nouvelles technologies sera abordée à **la Réunion régionale du Groupe de Travail sur le Gouvernement Ouvert** au Portugal en 2019. Dans ce contexte, le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance est heureux de lancer une compétition vidéo régionale sur les outils digitaux créés ou utilisés par les jeunes pour participer à la prise de décision publique et sensibiliser l'ensemble des citoyens.
 - Rappellent l'importance de **l'éducation civique et de l'alphabétisation des jeunes** qui doivent être mises à profit pour développer les compétences de leadership des jeunes, améliorer leur compréhension du système politique et des droits civiques, et optimiser leur connaissance des différentes formes d'engagement des citoyens (e.g. traditionnelles et non-formelles) afin de devenir des citoyens responsables et des agents de changement positif.
 - Saluent l'initiative visant à explorer différents moyens innovants permettant aux jeunes de coopérer avec les gouvernements, d'améliorer les services et d'optimiser leur participation à l'élaboration des politiques publiques dans le contexte des discussions au **World Government Summit à Dubai en 2019**.
 - Reconnaissent que les initiatives du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance permettront de mettre en valeur et partager les bonnes pratiques de participation des jeunes à la vie publique lors de la **Journée Internationale de la Jeunesse**.
 - Encouragent **les pays de la région MENA** à tenir compte de l'importance de poursuivre ce travail et de **renforcer la coordination avec les donneurs tels que le G7, l'Union Européenne et les agences de l'ONU travaillant sur les questions de la jeunesse** (PNUD, HCDH, FNUAP, UNESCO). Les participants remercient le Partenariat de Deauville du G7 et le Fonds de Transition MENA pour leur engagement financier pour l'inclusion des jeunes dans la vie publique.
- 

CONTACT

TLILI Amira, Analyste en politiques publiques et responsable du projet en Tunisie, GOV

Amira.TLILI@oecd.org

DENISE-ADAM Charlotte, Analyste en politiques publiques et responsable du projet au Maroc, GOV

Charlotte.DENISE-ADAM@oecd.org

ADER Moritz, Analyste en politiques publiques et responsable du projet en Jordanie, GOV

Moritz.ADER@oecd.org

Follow us on Twitter

[#shabab4MENA](https://twitter.com/shabab4MENA), [@OECDGov](https://twitter.com/OECDGov)

